

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > **Etat espagnol : Les élections du 4 mai à Madrid, la défaite de la gauche (...)**

Etat espagnol : Les élections du 4 mai à Madrid, la défaite de la gauche et la victoire d'Isabel Díaz Ayuso

vendredi 7 mai 2021, par [GARI Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mai 2021).

Les résultats des élections au parlement de la région de Madrid constituent le « premier tour » du conflit électoral à venir dans l'ensemble de l'Etat espagnol et illustrent les problèmes politiques fondamentaux qui touchent tant la gauche sociale-libérale traditionnelle que la nouvelle gauche populiste issue de la mobilisation des indignados le 15 mai 2011. Mais également au sein du Parti Populaire (PP), les problèmes se multiplient : la direction d'Isabel Díaz Ayuso a surgi de nulle part face au secrétaire général du PP, Pablo Casado, qui, à son tour, tente de tirer profit de la victoire à Madrid. Ayuso, comme on la surnomme, est un produit du marketing politique qui s'est cristallisé en une « marque » qui fait pencher l'équilibre interne du PP vers des positions plus néolibérales et plus de droite. Cela peut être un inconvénient pour aspirer à gouverner le pays dans son ensemble.

Sommaire

- [Une situation dramatique](#)
- [Votes et premières considérations](#)
- [Reconfiguration au sein \(...\)](#)

Cela dit, les résultats obtenus à Madrid - compte tenu des caractéristiques politiques, économiques et sociales spécifiques de la région - ne peuvent être mécaniquement extrapolés à l'ensemble de l'Etat espagnol. Mais, incontestablement, le « gouvernement de progrès » formé par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Podemos a reçu un coup dur.

Et, plus grave encore, le résultat électoral est une très mauvaise nouvelle pour les classes subalternes, pour les travailleurs et travailleuses, bref, pour le peuple de gauche. Le néolibéralisme trumpiste de Madrid a revalidé et amélioré son résultat électoral dans un contexte social critique. La situation sanitaire et économique créée par la pandémie s'est ajoutée aux facteurs précédents qui constituent un profond « état de malaise » qui traverse toute la société dans l'ensemble de l'Etat espagnol, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays.

Une situation dramatique

Dans le cas espagnol, ce malaise est aggravé pour une classe laborieuse qui souffre d'un chômage - selon les données officielles, bien qu'en réalité le taux soit plus élevé - frappant 3'949'640 salarié-e-s en mars 2021, ce qui représente 15,3% de la population active. Dans la tranche d'âge des moins de 25 ans, le taux atteint 37%. Dans le même temps, le nombre de salarié-e-s bénéficiant des mesures

extraordinaires de l'Expédient de régulation du travail temporaire (ERTE) à la charge des caisses publiques a atteint le chiffre de 638 283 personnes à la fin du mois d'avril 2021. Les « queues de la faim » devant les cantines publiques, privées et populaires, sont une réalité douloureuse. Or, les mesures du « bouclier social » du gouvernement de Pedro Sánchez - comme le misérable revenu minimum d'existence créé pour les cas extrêmes - n'arrivent pas, sont retardées et sont dans tous les cas insuffisantes. La structure économique espagnole, avec un secteur des services touristiques qui représentait près de 13% du PIB en 2019, avant le Covid-19, et un réseau de bars, tavernes et restaurants disproportionné par rapport à la population autochtone, a durement souffert des effets de la pandémie.

Dans ces conditions, le gouvernement espagnol, avec une augmentation de la dette publique approchant les 130% du PIB, confie tous ses objectifs à l'arrivée des Fonds Nouvelle Génération de l'Union européenne (NextGenerationEU). Cela signifie qu'il mettra ces prêts et subventions entre les mains des grandes entreprises, sans renforcer le secteur public de l'économie. Le gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos maintient une politique économique néolibérale, - dirigée par la ministre de l'Economie Nadia Calviño [antérieurement, elle a occupé les plus hautes fonctions dans l'administration de l'UE] - qui n'envisage pas une réforme budgétaire avec une volonté redistributive afin de doter le secteur public de moyens suffisants. Le gouvernement aborde les problèmes sociaux à partir d'une logique d'assistance qui ne prétend que pallier faiblement (et sans y parvenir) les aspects les plus déchirants de la pauvreté.

En bref, les classes populaires ne voient pas à l'horizon de solution de gauche. Et dans le même temps, s'accroissent les inégalités entre le capital et le travail, les riches et les pauvres, les travailleurs-travailleuses ayant un emploi dit décent et ceux ayant un emploi précaire, les hommes et les femmes, les plus de 35 ans et les moins de 35 ans, les habitants des grands centres financiers et les habitants des régions déprimées. Comme dans les pays appauvris - en tenant compte évidemment des différences - il y a de larges couches de la population qui se sont trouvées confrontées au dilemme de tomber malade à cause du Covid-19 ou de tomber malade à cause du manque de revenus. Voilà la clé pour comprendre l'état d'esprit et la conscience populaire.

Cette situation objective de la classe laborieuse s'accompagne d'un facteur très négatif : la démobilisation et la passivité face à la situation. Les grandes centrales syndicales pratiquent une politique de concertation sociale avec les patrons qui détériore chaque jour leurs positions dans les rapports de forces. Et malgré les discours, les syndicats n'ont pas contraint le gouvernement à défendre la valeur des allocations de retraite, à augmenter le salaire minimum professionnel promis, ni à abroger la législation du travail qui a laissé sans beaucoup de droits les travailleurs et les syndicats eux-mêmes sans capacité de négociation collective efficace. Il existe certes des luttes défensives et éparses dans des entreprises menacées de fermeture et des poches de résistance sociale pour le droit au logement ou à la santé publique. Toutefois, nous sommes loin du temps des mobilisations des années 2011 à 2015 avec les « marées » (blanche des personnels de santé, verte des enseignant·e·s, etc.) qui ont fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue.

Une grande partie des activistes des mouvements sociaux ont gravité autour des gouvernements régionaux de gauche et surtout du gouvernement de coalition espagnol. Nombre de leurs composantes ont été cooptées d'une manière ou d'une autre par l'appareil gouvernemental et les tâches institutionnelles. Le résultat est qu'une part importante des énergies des mouvements de quartier pour le logement, l'environnement, les luttes des femmes ou les mouvements antiracistes a diminué au profit d'un attentisme face à une action législative gouvernementale qui tarde à venir et, finalement, qui n'arrive pas ; brisant de la sorte les promesses et créant le découragement. En même temps, le cycle des mobilisations pour les droits nationaux en Catalogne est, pour le moment, entré dans une phase de régression. La première conclusion que l'on peut tirer est que le cycle politique ouvert après le 15M de 2011 a pris fin. Nous sommes confrontés à une nouvelle phase

d'organisation populaire dans un contexte plus dégradé qu'avant la formation du gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos.

Votes et premières considérations

Les élections du 4 mai ont été le résultat d'une élection anticipée avant que le mandat de quatre ans n'ait pris fin. Par conséquent, le parlement a été élu pour une durée de moins de deux ans. La cause de la dissolution de la chambre par la présidente Isabel Díaz Ayuso du PP est un coup de main, suite à sa prise de conscience que son prestige était renforcé après une manœuvre politique bizarre du PSOE dans une autre région (Murcia), épisode qui ne mérite pas d'être décrit maintenant. Si ce n'est pour signaler que la politique de Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol et secrétaire général du PSOE, fonde, actuellement, ses opérations politiques sur les conseils d'Ivan Redondo [directeur du cabinet de Sánchez depuis juin 2018] - un Raspoutine du XXI^e siècle, un consultant électoral et en communication, un mercenaire qui a travaillé comme « technicien » pour différents partis.

Le Parti populaire (PP) a obtenu un excellent résultat avec 65 des 136 sièges qui composent la chambre. Il dépasse l'ensemble des sièges de la gauche qui en totalise 58. Ainsi, ces 65 sièges ajoutés aux 13 obtenus par l'extrême droite Vox, implique que l'extrême droite et la droite extrême disposent de 78 sièges, soit 20 de plus que la somme de ceux de la gauche. Avec un taux de participation record dans ce type d'élection, 76,2% de l'électorat - facteur qui devrait théoriquement profiter aux options de gauche - la droite a obtenu 57% du vote populaire contre 42% qui est allé à la gauche. Une totale catastrophe.

Le PP dirigeait le gouvernement de Madrid depuis plus de deux décennies, mais le 4 mai, il a été le parti le plus voté dans toutes les villes (sauf dans deux petites municipalités marginales) de la région et dans toutes les circonscriptions électorales de la ville de Madrid, y compris les quartiers et les villes de la « ceinture rouge ». Le tableau suivant avec les données provisoires est significatif :

Parti	Sièges 2011	Sièges 2015	Sièges 2019
Parti populaire	1 928 238 (49%)	65	29
Parti socialiste	633 298 (16,6%)	36	37
Podemos Unidas	265 016 (7,2%)	10	7
Mix Madrid	614 608 (17,2%)	16	20
Vox	819 689 (22%)	18	14
Coalición	122 215 (3,2%)	0	35

Il est clair que le discours trumpiste « à la texane » de la présidente Díaz Ayuso [opposée au confinement, sous diverses formes], dans lequel le profit des entreprises a pris le pas sur la santé des gens, est soutenu par de larges secteurs de la société. Il y a des secteurs patronaux qui en profitent. Mais, à leur tour, il y a des classes moyennes dans lesquelles a progressé une conception peu solidaire de la liberté de consommation et des dispositions sociales. Et, ce qui est plus grave, il y a de nombreux travailleurs et travailleuses avec des emplois très précaires et de bas revenus menacés qui ont été confrontés au dilemme du choix entre deux risques : la santé ou la faim.

Il fut surprenant qu'Ayuso ait commencé sa campagne en posant le dilemme « Socialisme ou liberté » qu'elle a ensuite transformé en dichotomie : « communisme ou Ayuso ». Il était surprenant d'entendre des milliers de personnes crier le slogan « Liberté » devant le siège du PP après le triomphe dans les urnes. C'est une expression politiquement vide, mais elle manifeste un sentiment individualiste qui place un signe d'égalité entre liberté, la liberté des affaires et loisirs privés. Comme dans tout bon « moment » trumpiste, les chiffres réels de l'économie et de la santé n'ont pas d'importance. Ayuso a produit une réalité parallèle qui a imprégné les secteurs populaires.

Avec une gestion économique et pandémique très négative, Ayuso a atteint trois objectifs, aidée par

la plupart des médias et soutenue par un parti très organisé et ses assises sociales dans l'Église catholique, les écoles privées subventionnées par l'argent public et les entreprises bénéficiant de la privatisation des soins de santé. Tout d'abord, elle a imposé ses « vérités » au moyen de mensonges et contre toute velléité de véracité. Ensuite, elle a créé la sensation de l'existence d'un « mode de vie » à la madrilène (aussi grotesque que cela puisse paraître) dont l'identité est attaquée par le gouvernement espagnol (sic). Enfin, et surtout, elle a fixé le cadre dans lequel le débat politique, la campagne et les questions clés devaient se dérouler ; cela en veillant à ce qu'ils ne soient pas à l'échelle régionale mais espagnole. Il est vrai que cette option camoufle la réalité d'une région dans laquelle les entreprises de construction (tant les travaux publics que l'immobilier) ont reçu d'importants privilèges et injections d'argent de la part du pouvoir politique. Un réseau d'intérêts s'est créé autour de l'éducation et de la santé privées, fortement soutenues au détriment de leurs homologues publiques entraînées dans un processus de détérioration et de destruction.

Le triomphe du PP est complété par un résultat significatif pour le parti d'extrême droite Vox, dirigé par un parasite des subventions publiques, Santiago Abascal – dont on sait qu'il n'a jamais travaillé auparavant – et Rocío Monasterio, une femme d'affaires ayant des antécédents de fraude dans l'exercice de sa profession. Vox s'affirme comme un disciple de Steve Bannon et est composé d'une combinaison explosive de néolibéraux autoritaires, de nostalgiques franquistes, de membres des classes rentières parasites, de la police et de l'armée, et de voyous de salles de musculation.

Vox et le PP ont tous deux exprimé leur intention de collaborer. Avec la disparition de Ciudadanos – un parti néolibéral qui se targuait d'être centriste – du parlement de Madrid et dont les ex-votants ont nourri le résultat du PP, la droite nationaliste espagnole a été reconfigurée. Cela aura des effets dans d'autres régions comme l'Andalousie où le PP et Ciudadanos co-gouvernent. Mais il ne fait aucun doute que, si Vox représente un danger potentiel qui conditionne déjà les débats culturels et les politiques sur certaines questions, le véritable danger explosif et toxique est déjà posé par le néolibéralisme autoritaire (« libertarien ») du PP de Madrid. Comme dans une meute de chasseurs, il y a ceux qui aboient et ceux qui mordent : Monasterio vocifère et Ayuso, entre des phrases stupides et des phrases idiotes, promeut des politiques réactionnaires efficaces, matérielles et idéologiques.

Un chapitre spécial serait nécessaire pour relever que pendant des années, tout le spectre de la droite espagnole, dans ses différentes versions, ainsi que les médias qui y sont liés, ont concentré sur la personne de Pablo Iglesias toute leur haine en tant que classe dirigeante issue de la guerre civile, faisant de lui l'objet d'un harcèlement personnel, familial, médiatique et judiciaire. Un harcèlement qui, pendant la campagne électorale, a atteint le stade des menaces de mort de type mafieux, qui se sont étendues à d'autres membres du gouvernement espagnol. Cette campagne ne peut être décrite que comme abominable et dangereuse.

Reconfiguration au sein de la gauche

Le Parti socialiste a obtenu ses pires résultats électoraux à Madrid depuis 1977. Faute de projet, son candidat, Ángel Gabilondo, a fait des déclarations suicidaires comme celle de ne pas augmenter les impôts, dans une région dont les recettes fiscales ont diminué de dizaines de milliards d'euros à cause des gouvernements PP ; ou encore comme celle de ne pas adopter, dans la lutte contre la pandémie, des mesures préventives telles que la fermeture de l'hôtellerie et de la restauration, différentes de celles adoptées par Ayuso. Avec cela, Ángel Gabilondo et son patron Pedro Sánchez essayaient de gagner l'électorat centriste, un objectif qu'ils n'ont pas atteint.

Más Madrid, un groupe issu de ce qui était initialement Podemos, qui se définit comme vert et féministe – mais qui était même prêt à gouverner avec un parti comme Ciudadanos et qui a

l'expérience de quatre ans de travail municipal avec de nombreuses ombres en matière d'urbanisme - a réussi à dépasser le parti socialiste de 4000 voix, ce qui le situe comme premier parti de la gauche traditionnelle. Sa campagne a été intelligente et sa candidate Mónica García - une médecin qui continue à travailler dans son hôpital et qui a été presque la seule voix de l'opposition au cours des deux années précédentes dans le parlement de Madrid - a fait passer un message clair sur des questions concrètes ayant trait à la santé et à la santé publique, par exemple. Des propositions qui ont trouvé un écho dans l'électorat de gauche. Mais son orientation politique et programmatique - d'un vert libéral social-démocrate qui cherche son profil dans l'image donnée par les Grünen allemands - souligne également les limites de Más Madrid à se façonner comme une gauche alternative écologique et socialiste capable de changer substantiellement la situation des secteurs populaires.

Le cas de Unidas Podemos (UP) est particulièrement important parce qu'il représente ce qui reste du souffle rénovateur et enthousiasmant qu'était le premier Podemos de 2015, à la création duquel Anticapitalistas a contribué de manière décisive et dans lequel il a travaillé jusqu'à ce que les conditions antidémocratiques internes l'en empêchent. La coalition UP qui, lors des élections précédentes, avait obtenu 7 sièges et qui, cette fois, en a obtenu 10, a cependant obtenu un résultat qui, du point de vue politique, a signifié un nouvel échec. Cela a conduit son leader Pablo Iglesias à démissionner de tous ses postes internes et institutionnels. Iglesias était la figure caudilliste brillante qui a fait irruption sur la scène politique espagnole en 2015. Toutefois, dans sa force se cachait sa faiblesse. En l'absence d'un projet politique ayant un horizon stratégique, il a constitué un parti, Podemos, dans lequel il détenait le premier et le dernier mot. Ce qui signifie qu'il a procédé à une exclusion systématique de toute position différente, mais a également rendu impossible la création d'une structure de parti démocratique et participative, dotée de liens organiques solides avec la classe ouvrière. Il a utilisé toutes ses forces pour entrer au gouvernement de Pedro Sánchez. Ce pari est loin d'avoir renforcé la position de Podemos. Cette formation a vécu un processus de subordination aux politiques sociales libérales. Ainsi, d'une position de contestation du régime né en 1978, il a fini par être un défenseur de la Constitution espagnole de 1978, cantonnant ses réserves face à la monarchie aux déclarations et aux discours.

Après son échec au gouvernement, Pablo Iglesias, craignant que son parti ne dépasse pas le seuil des 5% des votes à Madrid, a démissionné de son poste de ministre du gouvernement espagnol et de vice-président de Sánchez. Il a donc dirigé la candidature de Unidas Podemos aux élections avec l'intention de surmonter les mauvaises prédictions des sondages. Il envisageait pouvoir déterminer la politique de la gauche à Madrid en faisant partie d'un gouvernement régional. Pendant la campagne, il a concentré ses efforts sur la polarisation du débat avec Ayuso et Vox, en posant le dilemme « fascisme ou démocratie », avec une approche frontale populiste qui cachait une orientation eurocommuniste enveloppée dans la recherche de la vieille identité stalinienne de la guerre civile espagnole et une rhétorique qui ne correspondait ni aux préoccupations comme aux choix qui se présentaient à la majorité sociale, ni à la situation réelle absolument étrangère à l'Europe des années 1930. Et, ce qui est encore plus ridicule, cette orientation consista à fonder la réponse antifasciste sur la Constitution de 1978. C'est-à-dire un produit du pacte entre franquistes et réformistes qui étaye la position du chef de l'État sur un roi (Felipe VI), héritier de celui (Juan Carlos) nommé par Franco ; une constitution qui protège l'économie de marché, facilite les privilèges éducatifs et économiques de l'Eglise catholique, empêche le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des nations et confère à l'armée le rôle de garant de l'unité de l'Espagne.

Podemos, Izquierda Unida et le Parti communiste espagnol (PCE) forment actuellement un amalgame « post-communiste » confus. La marque UP est entièrement dessinée par Pablo Iglesias. UP est dépourvu de muscle militant et de projet politique propre face au PSOE. Ce dernier épisode de la démission de tous ses postes par Pablo Iglesias laisse son parti, Podemos, dans une profonde et

ample crise interne et face à d'imprévisibles règlements de compte, avec de même leurs conséquences. Une crise qui sera sans doute transférée à l'ensemble de l'UP [comme coalition entre Podemos et Izquierda Unida, qui est à son tour une coalition]. Mais la démission est, avant tout, l'expression de l'échec d'une orientation populiste sans programme ni proposition de société, d'une action basée sur l'hyper-leadership caudilliste et un modèle de parti antidémocratique. Et surtout, il montre l'échec du gouvernementisme, cette vieille obsession de l'eurocommunisme de faire partie des cabinets ministériels comme condition *sine qua non* de survie.

Une dernière considération. La gauche marxiste révolutionnaire a également d'importants problèmes à résoudre et le premier, et non le moindre, est sa faible influence sociale, politique et électorale. Elle a l'obligation de se réinventer. Un cycle politique s'est terminé mais les tâches à venir sont plus complexes qu'au début de celui-ci, car elles devront combiner un patient travail de reconstruction des organisations populaires et de la résistance sociale, l'élaboration d'un nouveau programme écosocialiste, la construction d'un pôle politique anticapitaliste solide et l'établissement de nouvelles alliances sociales et politiques, y compris des expériences électorales qui lui permettent de jouer un rôle actif dans la recomposition du mouvement et l'empêchent de tomber dans l'insignifiance. Mais nous pouvons laisser cette question pour un autre article de réflexion sur l'avenir.

Manuel Garí Ramos

P.-S.

- Article reçu le 6 mai 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre le 7 mai 2021 : <https://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-4-mai-a-madrid-la-gauche-vaincue-chronique-du-ne-actualite.html>
- Manuel Garí Ramos est membre du collectif de direction d'Anticapitalistas.